

Nantes, le 29 novembre 2018

Actuellement de multiples remontées se font jour concernant des difficultés importantes et récurrentes de nombreux services d'accueils...

Nous le savons, aujourd'hui accueillir le contribuable n'est PLUS la priorité de la DGFIP.

Ceci est clairement assumé tant par l'administration que par le gouvernement. Ainsi, tout est fait pour écarter le public de nos services : fermeture des services, suppression progressive des plages de réception du public, mise en place et généralisation de l'accueil sur rendez-vous, obligation de télépaiement et de télédéclaration, mise en place et développement des centres d'appels... Ne cherchons pas de logique dans cette démarche, elle demeure purement idéologique et dogmatique.

Elle a comme unique objet, sous prétexte du développement d'internet, de diminuer la présence territoriale de la DGFIP et donc d'accompagner (ou de devancer...) les suppressions d'emplois et la baisse des dotations budgétaires. Suppressions et baisse qui sont elles-aussi dans une pure logique libérale ou néo-libérale. Malheureusement, les faits sont têtus, et la situation actuelle le prouve. Le public est attaché à son accueil physique. Il veut et a besoin d'un accompagnement au plus près de ses besoins. Il veut pouvoir trouver près de son domicile, un agent technicien, disponible, proche de ses préoccupations et avec qui il va pouvoir échanger en toute quiétude et sérénité.

Cette volonté de la DG de déprioriser l'accueil, associée à une baisse des effectifs dans notre administration, a des conséquences directes aujourd'hui dans les services. Actuellement les agents en charge de l'accueil se trouvent dans des situations inextricables. Ils ne peuvent plus faire face à l'afflux et aux demandes des contribuables. Ils n'ont plus les moyens de faire un travail quotidien de qualité. À la place, on leur demande de faire du quantitatif, et de renvoyer un maximum de contribuables vers internet ou les centres d'appel. Dans ces derniers la situation n'est pas plus brillante avec des menaces sur les congés, des recrutements de contractuels en CDD (3mois...), et dans certains centres, une

pression de la hiérarchie avec des conditions de travail là-aussi inacceptables.

À ces conditions très difficiles, peuvent s'ajouter localement des décisions aberrantes de l'administration... Dans plusieurs départements, les camarades se battent afin de pouvoir simplement recevoir le public dans de bonnes conditions !

À Grenoble, la Direction locale voulait modifier au 1er janvier 2019 la globalité de l'organisation de l'accueil du site, ceci concomitamment à de gros travaux immobiliers dans les bâtiments !! Heureusement devant le combat mené par l'ensemble des agents, la direction locale a renoncé à son projet et a fait marche arrière.

D'autres problèmes demeurent : dans les Pyrénées-Orientales, les agents du site de Perpignan font face à un mépris de la direction locale sur leurs conditions de travail. Ainsi il manque la moitié des effectifs à l'accueil, et la direction reste, là-bas, ancrée sur ses positions inacceptables ! Lutte identique en Haute-Corse, où le site de Bastia a été bloqué une semaine !

Solidaires Finances Publiques ne peut pas rester immobile dans la période.

Ainsi nous demandons à tous les agents de signer la pétition en ligne :

Les agentEs et les agents des finances publiques exigent des moyens à la hauteur des enjeux :

<https://solidairesfinancespubliques.org/le-syndicat/actions/1894-les-agentes-et-les-agentes-des-finances-publiques-ne-sont-pas-des-refractaires-mais-exigent-des-moyens-a-la-hauteur-des-enjeux.html>

Mettons la pression, afin que le gouvernement et la DG se rendent compte dès le 1er janvier qu'il est urgent que l'accueil redevienne une priorité de notre administration.

Dans le cas contraire, ils porteront la responsabilité d'une colère exprimée par les agents, et d'une insatisfaction supplémentaire et peut-être définitive de la part des contribuables, face à une administration qui décidément ne favorise pas le consentement à l'impôt...

A la DRFiP 44, la direction a décidé unilatéralement de mettre en oeuvre l'accueil personnalisé sur rendez-vous .

Vous trouverez la pétition de Solidaires Finances Publiques en lien sur notre site internet :

https://sections.solidairesfinancespubliques.info/440/files/440/documents/Petition_Accueil_novembre_2018.pdf

